

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 16/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LES PIERRES DU PERIGORD

2561 ROUTE DES CARRIERES
24210 Limeyrat

Références : DiPa/UbD 24-47/051/2026
Code AIOT : 0005204792

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement LES PIERRES DU PERIGORD implanté 2561 ROUTE DES CARRIERES 24210 Limeyrat. L'inspection a été annoncée le 06/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection généraliste produits chimiques

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES PIERRES DU PERIGORD
- 2561 ROUTE DES CARRIERES 24210 Limeyrat
- Code AIOT : 0005204792

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'arrêté préfectoral du 07 janvier 2015 autorise l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de Limeyrat au bénéfice de la société «Les Carrières de Bontemps» pour une durée de 30 ans.

La production annuelle maximale autorisée actuellement est de 21 500t/an. Cette production peut être portée à 75 000t/an sous réserve de la mise en service d'une desserte alternative à la traversée du bourg de la commune d'Ajat.

Le principe d'exploitation du banc calcaire repose sur une extraction, à ciel ouvert, en fouille sèche, à l'aide d'une haveuse. La découverte est réalisée par tirs de mine et au moyen d'un brise-roche.

L'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-01-03 du 02 février 2023 porte sur le transfert de l'autorisation d'exploiter au bénéfice de la SAS Les Pierres du Périgord - filiale des groupes : Les carrières de Thiviers et HBI HOLDING (carrières Iribarren).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit prendre des mesures rapides concernant certains points, notamment le changement d'un extincteur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant dispose des Fiches de Données de Sécurité (FDS) des différents produits stockés sur site. Les fiches sont disposées dans deux classeurs : un pour l'usine et un pour la carrière. Les FDS sont disponibles sur simple demande des employés. De plus, 2 pages sont consacrées aux "substances dangereuses" dans le livret d'accueil sécurité. Ce livret est présenté à tous les opérateurs du site. Les FDS présentées le jour de l'inspection concernent : GNR, AdBlue, Graisse, Lubrifiant, Lave glace. Le deux FDS les plus utilisés sur les sites ont été étudiés : - Nom commercial : CIMEA GREASE 4100 (CONDAT) - Lubrifiant. Ce mélange n'est pas classé dangereux pour la santé ou l'environnement selon les critères de classification, plus de 80% du mélange est constitué d'ingrédients biodégradables. - Nom commercial : FILLBLUE - réactif catalyseur - Ce mélange n'est pas classé dangereux pour la santé ou l'environnement selon les critères de classification. L'inspection a constaté que dans la zone 'stock atelier' de l'usine, les produits utilisés, en particulier AdBlue, graisse et lubrifiant, ne sont pas correctement étiquetés : un récipient de 1000 litres contenant du GNR est considéré comme de l'AdBlue. Aucun symbole n'est présent sur les équipements de protection individuelle ou les risques. Dans la zone atelier, l'inspection a constaté la présence de divers produits en petites quantités (aérosol, pots de graisse, colle...) sur différentes étagères, sans étiquetage ni rangement particulier. Dans la partie atelier de la carrière, l'inspection a constaté la présence de conteneurs d'AdBlue (cuve de 1000 litre) ou fut de graisse sont correctement identifiés. La cuve GNR de 3000 litres est en double paroi, un bac anti goutte, un kit d'intervention anti pollution et un extincteur sont installés à proximité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant a mentionné des FDS simplifiées à destination des opérateurs, comportant notamment un condensé des informations de la rubriques 4 "Premiers secours" et 8 "Contrôle de l'exposition/Protection individuelle". Ces fiches n'ont pas été vues le jour de l'inspection,

<p>l'exploitant veillera à les tenir à disposition des salariés dans des lieux appropriés. Il est important d'identifier clairement les lieux de stockage des différents produits. L'exploitant range les produits de petites contenances (bidon, bombe aérosols...) par famille sur rétention (si nécessaire), en tenant compte des incompatibilités. Il est nécessaire d'installer un panneau d'affichage des consignes et un extincteur à proximité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Des rouleaux de papiers absorbants sont disponibles à plusieurs endroits dans chaque atelier, ainsi que des extincteurs. Des kits d'intervention anti pollution sont disponibles. Un extincteur endommagé est placé à l'entrée de la zone atelier. Concernant l'élimination, l'exploitant dispose de bacs dédiés permettant un tri des récipients vides inutilisables et des absorbants souillés afin de permettre un tri et une élimination dans des conditions adéquates.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est indispensable de procéder au remplacement de l'extincteur de la zone 'stock atelier', qui a été endommagé par un engin (photo 1).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre

<p>60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>La cuve GNR de 3000 litres à l'atelier de la carrière possède une double paroi. Les conteneurs de type IBC (1000 L), spécialement pour l'AdBlue, ainsi que les fûts de graisse, sont déposés sur des bacs de rétention spécifiques (photo 3 et 4).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection il n'a été constaté la présence de produits pouvant être incompatible stocké sur une même rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en capacité à délivrer un état des stocks actualisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser et mettre à disposition des services d'incendie et de secours un état des stocks mis à jour régulièrement afin de faciliter et sécuriser les interventions éventuelles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

